



Déclaration liminaire des représentants CGT au CDAS du 22 juin 2021

La pandémie marquant un peu le pas, le gouvernement a assoupli quelque peu les mesures en cours depuis mars 2020.

Les représentants CGT au CDAS apprécient de pouvoir retrouver enfin les réunions en présentiel dans le respect des gestes barrière.

Comme nous le rappelions lors du CDAS du 30 mars 2021, les agents des Finances Publiques ont été impactés par cette crise sanitaire comme l'ensemble de la population. Ils ont malgré tout continué à assurer avec professionnalisme leurs missions de contrôles et de service au public .

Sur Ulysse 35 est paru le plan triennal pour la DRFIP 35 pour la période 2021/2023.

On constate que les choix radicaux dans tous les domaines vont au-delà de ce que les personnels pouvaient imaginer.

C'est un plan de destructions en règle des structures de la DRFIP, le leitmotiv étant la rationalisation sans tenir compte des besoins des usagers et des conditions de travail des personnels.

Ce plan issu du NRP est une véritable entreprise d'amplification de la fracture territoriale et de démolition sans précédent du réseau des Finances Publiques.

Sa déclinaison en Ille-et-Vilaine va réduire le réseau des Finances aux villes de Rennes, Saint-Malo, Dol de Bretagne, Montfort sur Meu, Guichen, Fougères, Redon et Vitré.

En Douane également, la perte des missions de fiscalité au profit de la DGFIP (sans que celle-ci ne soit abondée en personnel), et de la mission de gestion des actes de francisation pour les navires de plaisance (DAFN), entraînent une disparition des missions et de facto une diminution d'effectifs rarement vue au sein de cette administration.

Comment s'étonner ensuite d'une abstention de plus en plus forte lors des élections, bon nombre de citoyens et notamment les plus fragiles se sentant abandonnés.

Que dire également des attaques sans précédent contre le paritarisme :

-les CAP n'existent quasiment plus, les élus ne sont même plus informés de la situation des services en amont des réunions bilatérales.

-Les prérogatives des CHS-CT seront très prochainement réduites suite à la fusion avec le CTL.

Les directions évoquent régulièrement le dialogue social mais dans les faits il est de plus en plus mis à mal.

Les représentants des personnels ont de plus en plus de difficultés à exercer leur mandat dans un contexte de régression des droits des agents.

Même si ces sujets ne concernent pas directement l'action sociale, ils concernent l'avenir des agents et de notre administration.

Les représentants CGT élus lors des dernières élections professionnelles ne laisseront passer aucune occasion de défendre les personnels et les structures de leur administration.

En ce qui concerne l'Action sociale, la pandémie a rendu très difficile le travail de la délégation.

Bon nombre de projets n'ont pu être menés à bien.

Dans ce contexte difficile, la délégation s'est efforcée de trouver des solutions de rechange pour le bien des agents et de leurs familles. Qu'elle en soit remerciée.

En espérant que les actions prévues lors du dernier groupe de travail puissent se dérouler normalement.

Dans le même temps et comme pour le NRP, l'Action sociale subit également une attaque sans précédent.

Le Secrétariat Général veut tout faire disparaître.

La version officielle est pour « innover et moderniser » et « accompagner l'évolution des services » !

C'est au contraire, une volonté délibérée et la vérité est beaucoup plus sordide : faire des économies budgétaires sur le dos des agents et des salariés !

Le Secrétariat général suit la ligne qu'il s'est tracée sans prendre en compte les avis et les réflexions des représentants syndicaux

Il s'agit pourtant de notre Action Sociale !

En ce qui concerne la vente des résidences Epaf, elle est reportée dans l'immédiat mais avec nos représentants nationaux, nous devons rester vigilants.

Les agents et les organisations syndicales ne peuvent accepter la disparition de leur Action Sociale, conquête issue des luttes des personnels.

Ils s'opposent donc :

A la disparition du réseau départemental d'action sociale

A la vente des résidences de vacances EPAF

A une gouvernance regroupant les 7 associations

A la baisse des budgets de l'action sociale

Les fédérations des Finances réaffirment leur attachement à un réseau de proximité de l'Action Sociale afin d'assurer l'accès à l'intégralité des aides et des prestations, pour tous les agents du Ministère, quelle que soit leur situation professionnelle, personnelle ou géographique.

Les représentants au CDAS :

Emmanuelle GUYOMARD, , Martine LEBEHOT, Thierry LERMINE, Lénaïc MABIRE-BEIX, Catherine MEROUR, David MONTIER, Michel SANSONETTI.